

Réflexions sur les événements actuels

Une considération sur le moyen, jusqu'à présent mis de côté, de conduire l'Europe centrale à un troisième assaut dans le décadence

Par Dirk Genth

Celui qui suit les « efforts de sauvetage » des 17 États de l'Eurozone à l'aide des deux protections EFSF [*European Financial Stabilisation Mechanism*], ESM [*European Stabilisation Mechanism*] et le pacte fiscal, sous le point de vue d'un scénario du pire, regardera bien avec la plus grande inquiétude dans l'évolution actuelle, la manière dont l'Europe est menée dans une catastrophe d'une dimension inouïe, par un groupe de politiciens, si l'absurde « parapluie de sauvegarde » ouvert ne remplit pas sa fonction espérée. Où que l'on aille, les voix qui mettent en garde ne manquent pas : le Pr. K.A. Schachtsschneider, l'un des plaignants contre l'ESM, écrit : « L'Euro a échoué, mais les intégrationnistes européens veulent le sauver quoi que cela coûte. Ils mettent à profit précisément cet échec de leur important projet, pour accélérer l'Union Européenne vers « l'Europe Unie », à laquelle, dès le commencement, ils ont aspiré, l'État européen, dans lequel les peuples d'Europe ne déterminent plus eux-mêmes leur destin au sein d'États nationaux, mais entretiennent une grande quantité d'assujettis, en tant que travailleurs et consommateurs, dont une bureaucratie élitaine et privilégiée prescrit les règles. Les conditions de vie sont censées être unitaires, dans toute l'Europe et, par dessus le marché, indépendamment des productions des êtres humains individuels et des peuples, mais elles seront chiches et misérables. L'Union n'est plus démocratique déjà maintenant, ni même un État constitutionnel et social, mais après les modifications, [...] l'Europe sera une région du monde global, à laquelle les meilleures conquêtes, sur à peu près les trois mille ans de son histoire, sont acceptées : la liberté, la propriété, et le libre parole, l'autonomie et les droits civiques des êtres humains, la conception humanitaire, tout ensemble le droit. Cette Europe sera un pays où règne le doux despotisme et une dictature des bureaucrates. »⁽¹⁾ Sur les efforts entrepris pour transférer de plus en plus de compétences à Bruxelles, Manfred Kolbe, membre de la CDU à la Commission des Finances du *Bundestag*, exprime le jugement suivant : « L'interruption croissante de toute responsabilité personnelle, entraînera également vers le bas les pays d'Europe qui, jusqu'à présent, ont réalisé une bonne gestion, et la totalité du continent dans le sur-endettement et l'insignifiance. »⁽²⁾

Jusqu'à présent, seule une petite minorité du Parlement allemand a eu le courage de s'opposer à la politique engagée. D'une manière carrément aventurière ont été prises — et pas seulement au Parlement allemand — des décisions qui engagent l'avenir qui tournent en dérision toute raison. Ainsi Peter Gauweiler (CSU) a rapporté que le 28.02.2012, dans la « *Münchner Runde* », les députés du Parlement allemand, le jour du vote sur le paquet de mesures de sauvetage de la Grèce, soit le 27.02.2012, n'ont reçu qu'à 9 h 15 les 726 pages du traité, sur lequel ils devaient se prononcer le même jour ! A 10 h commençaient déjà les délibérations, de sorte que chaque député n'avait au maximum que 45 minutes, pour lire les 726 pages de la « Proposition du ministère des Finances au profit de la République hellène », laquelle fut adoptée à une majorité écrasante à la fin des débats. Le paquet de sauvetage pour la Grèce fut publiquement proposée comme une prestation solidaire. Plus tard il apparut que des 73 milliards d'Euro, qui étaient mise à la disposition de la Grèce, seuls 3 milliards d'Euro parvinrent en Grèce, les 70 milliards restants s'envolèrent dans les banques et assurances qui détenaient des emprunts contractés par l'État grec. Ce n'était pas un paquet de mesures de sauvetage pour la Grèce, bien au contraire, pour les banques et compagnies d'assurance. Quelle farce !

De nombreux députés du Parlement allemand ne savaient pas, lors du vote sur l'augmentation de l'EFSF, le 29.06.2012, que la contribution solidaire de l'Allemagne s'élevait à 211 milliards d'Euro. Pendant les débats, beaucoup s'occupaient sur leur téléphone portable, écrivaient des SMS, s'entretenaient ou bien jouaient avec leur I-Pad (le ministre des finances Schäuble). Ces deux exemples illustrent la dimension de l'absence d'information, ou selon le cas, du désintérêt des

députés, d'avoir à prendre des décisions d'une grande portée. Eu égard aux efforts d'intégration européens, les débats parlementaires dans les pays individuels ne restituent purement et simplement que les coulisses du semblant de processus, étant donné que les résultats des votes sont déjà solidement établis et en présence de leur « importance » sont censés ne pas être remis en question — arrive, ce qu'on y veut. Les Parlements ne font qu'accorder leur bénédiction à ce que les oligarchies des partis proposent avec l'aide de l'obligation de voter selon les directives du parti. Celles-ci suivent principalement à leur tour ce que propose le monde financier. Il est la puissance souveraine — l'autorité — à noter époque.

Beaucoup de ce qui se produit rappelle involontairement l'indication de Rudolf Steiner, que la conscience, chez les acteurs qui décidaient avant l'éclatement de la première Guerre mondiale, fut enténébrée et troublée. Le degré du « trouble et de l'obscurcissement de conscience » semble encore être plus grand chez les actuels porteurs de décision.

C'est déjà un phénomène surprenant que face à l'évolution actuelle avec ces « parapluies de sauvegarde » pesants des billions, aucune résistance plus grande ne soit née dans la population, bien que la majorité des Allemands ne donne son approbation à la « politique communautaire de responsabilité de l'endettement ». Tout se passe comme si le « système immunitaire moral » de l'être humain était déjà si affaibli, qu'il accepte plus ou moins passivement l'évolution. Ce sont purement et simplement de plus petits groupements par des plaintes constitutionnelles ou mouvements de protestation ont tenté de mettre un terme à cet événement. Face au jugement de la Cours de Karlsruhe, un débat public essentiellement plus vaste a été entre-temps mené sur l'ESM, toujours est-il une évolution qui mérite d'être saluée, parce que par ce truchement un problème de conscience peut naître dans la population. Les exposés qui suivent sont une tentative d'éclairer les événements actuels à partir de la vision anthroposophique, pour rendre plus transparent, celui qui ou ce qui se dissimule derrière ce qui se passe

De quoi s'agit-il ?

Conformément aux déclarations de Rudolf Steiner, l'Europe du centre est, depuis le commencement des Temps modernes la porteuse de culture de la cinquième époque post-atlantéenne, à laquelle il échoit de développer les impulsions nécessaires indispensables au progrès ultérieur de l'humanité. Avec les idéaux de la Révolution française — liberté égalité, fraternité — le classicisme de Weimar furent mis en place, voici 200 ans, les fondements spirituels, qui peuvent faire sortir de l'Europe centrale de fécondes impulsions pour une organisation sociale conforme à l'époque et pour l'évolution culturelle ultérieure du monde, qui ont été préparées en suffisance par l'action de Goethe, Schiller, Novalis, Fichte, Hegel, Alexander von Humboldt, Rudolf Steiner etc. Jusqu'à présent, leur action pour un développement culturel spirituel et conforme à l'époque resta limitée. Les difficultés, pour lesquelles l'impulsion culturelle de l'Europe centrale ne put percer jusqu'à présent, reposent, selon les déclarations de Rudolf Steiner, entre autres dans l'activité des fraternités occultes occidentales qui veulent empêcher une évolution ultérieure correcte de l'humanité. Les vraies intentions de ces cercles est de ruiner l'Europe centrale qui « peut réaliser la liberté des peuples »⁽³⁾. Ils veulent empêcher le développement du Soi spirituel dans la 6^{ème} époque post-atlantéenne et avec cela la totalité du progrès ultérieur de l'humanité. Sur cette base, les États de l'Europe centrale doivent être empêchés de déterminer eux-mêmes leur destin, ils doivent purement et simplement servir les égoïsme populaires, les intérêts commerciaux de l'Amérique. Il fut donc maintenir pour cette raison l'Europe centrale dans un rapport de dépendance spirituelle, économique et politique.

Pour ne pas demeurer dans notre rôle de victime, nous, Européens du centre, nous devons aussi nous interroger sur pourquoi, malgré les bases existantes, qui furent posées dans les 200 dernières

années par l'idéalisme allemand et par l'Anthroposophie de Rudolf Steiner, nous n'avons pas fait que celles-ci se réalisent dans une mesure suffisante.

Que l'attention soit encore attirée à cet endroit sur un autre aspect digne de méditer. Rudolf Steiner s'est exprimé d'une manière très critique sur la fondation du *Reich* allemand de 1870/71. Sa façon de voir peut aussi être adressée aux efforts d'intégration visant à former une Union européenne, çà savoir qu'il manque à celui-ci à ce grand État à créer une impulsion culturelle, celle de savoir à quoi bon doit être l'UE dans la totalité de l'humanité. Ne fonder qu'une « grande puissance » politico-économique, ne suffit pas, parce que la détermination spirituelle de l'Europe, de réaliser au niveau de l'humanité une forme sociale conforme à l'époque au sens de la *Dreigliederung* n'est pas effectuée. Un État d'Union artificiellement réalisé d'en haut, qui veut gouverner les peuples d'Europe d'une manière non-démocratique dirigiste, est anachronique. Il ne convient pas à l'époque dans laquelle les êtres humains deviennent de plus en plus individuels, majeurs et doivent souverainement eux-mêmes décider dans leur vie.

Actuellement les Anglo-américains, en tant que porteurs de l'impulsion de l'âme de conscience, sont appelés à guider dans le monde. Mais présentement, cela se produit sous une forme qui mène à une « maladie culturelle et à la mort de la culture⁽⁴⁾ ». La cause à cela repose dans le fait concret que les impulsions spirituelles nécessaires, qui pourraient venir de l'Europe centrale, n'ont pas été encore historiquement efficace et l'Europe centrale elle-même n'a pas encore suffisamment compris sa mission spirituelle et culturelle.

Au sujet de la signification occulte de l'année 1998/99

À l'arrière-plan du devenir historique, agissent de manière occulte, selon les déclarations de Rudolf Steiner, des fraternités occidentales sur lesquelles il a attiré l'attention, en particulier dans l'année 1917. Au tournant du millénaire elles ont rencontré les conditions les plus favorables pour leur action. Vu au plan occulte au moment de l'année 1998/99, revient une importance particulière, car à ce moment-là les puissances adverses purent déployer leur plus grosse activité⁽⁵⁾. Le nombre 666 qui surgit dans l'Apocalypse [Révélation de Jean], est le nombre de la bête. Trois fois 666 donne 1998. C'est pourquoi on doit s'attendre à bon droit qu'à cette date fût mise en oeuvre l'impulsions la plus puissante jusqu'à présent pour contrecarrer l'impulsion culturelle de l'Europe centrale. Il n'est absolument pas admissible que les cercles, qui veulent empêcher qu'en Europe centrale les impulsions naissent pour une culture du Je réellement imprégnée du Christ, renoncent exactement au moment (1998-99) où les puissances adverses disposent de leur activité les plus élevées.

Cette intervention se voit aussi renforcée par le rythme des 33 ans actif dans l'histoire, puisqu'en 1999 cela faisait deux fois trente-trois ans qu'Hitler avait pris [légalement, *nd*] le pouvoir. Ludwig Polzer-Hoditz signalait dès 1935 dans ses « *Souvenir de Rudolf Steiner* » que la manière dont la domination commerciale du monde était exercée par les cercles anlo-américains, mènerait en définitive de mettre l'ensemble de l'économie aux mains d'un petit nombre seulement d'exploitants égoïstes. Dans ce contexte, les déclarations de Rudolf Steiner agissent à la fois d'une manière éclairante et bouleversante que parmi les peuples de l'Europe centrale, un esclavage économique devrait en même temps amener à un esclavage du penser. Celui-ci ne pût être supporté en définitive par ces peuples comme il est supporté par les peuples asiatiques, et donc ils dussent nécessairement sombrer en tant que peuples⁽⁶⁾. La crise économique et financière actuelle ne sert-elle pas exactement les objectifs décrits ci-dessus ?

Les mesures qui préparèrent l'éclatement de la crise financière et économique

Depuis les années 80, la majeure partie de ce qu'il est convenu d'appeler des « sages de l'économie », politiciens et experts, ont parlé en faveur du corpus idéal s'enracinant dans le

libéralisme anglo-américain qui consiste à ouvrir toutes grandes les portes et porches à la dérégulation des marchés et aux transactions financières, qui furent activées d'une manière irresponsable et le sont encore. Au travers des spéculations boursières et les paris, d'énormes pertes sont apparues qui furent déchargées sur les États ou selon le cas, les contribuables. Actuellement la majeure partie des États européens sur-endettés tente de maîtriser la crise en cherchant à empêcher au moyen d'un endettement supplémentaire, les banques routes d'État qui menacent. Les États de l'UE fortement endettés, doivent se porter caution des sommes atteignant des milliards d'Euro, dont ils ne disposent absolument pas, pour empêcher leur propre banqueroute d'État ! Quatre-vingt milliards d'Euro durent être aussitôt payés, sur la base du traité de l'EMS désormais rétififié par les 17 États de la zone Euro. Cela ne peut être atteint par les États concernés que par de nouvelles dettes ou bien par des épargnes. Les 620 milliards restants, selon les réflexions des porte-parole de l'ESM sont censés être pris aux marchés financiers. Quant à savoir si ces délibérations aboutiront et les montants nécessaires seront rassemblés, c'est incertain. Si par la suite les citoyens devaient être exigibles de ces sommes dans leur totalité ou en partie, cela mènerait à un endettement massif de ces États.

Par dessus le marché, les 17 États de la zone Euro ont décidé d'introduire au beau milieu de la crise des réductions de dettes, pour remettre leur « budget en ordre » par des économies. Cela les placera dans un avenir imprévisible devant d'autres exigences, puisque, selon toute prévision, ils vont aggraver en les renforçant leurs difficultés économiques par leurs mesures d'épargne, ce qui peut mener ces États dans une profonde récession, ou selon le cas, dans une dépression économique et c'est effectivement ce qui arrive pour la Grèce, l'Espagne [l'Italie est parfois mentionnée et la France comme vient juste de le déclarer Gerhard Schröder, *ndt*]. Le volume d'épargne qui doit être visé par le pacte fiscal dans les prochaines années se monte à 2 000 milliards d'Euro. Cet argent manquera dans les budgets des États concernés, en de nombreux endroits ensuite et mènera à des réductions massives des dépenses. Une telle politique peut-elle être raisonnable et prometteuse ou bien cela ne fait-il que révéler qu'au véritable sens du mot, déjà cette politique est lâchée par tous les bons esprits ?

Vous le reconnaîtrez à leurs actes — 1998/99

Tous les participants à l'introduction de l'Euro étaient conscients, dès le début, que l'Euro était introduit dans des nations économiques diversement fortes, ce qui aujourd'hui est caractérisée comme la cause originelle de la crise de l'Euro. La date de l'introduction de la monnaie commune coïncide exactement avec la plus grande activité des puissances adverses (1998/99). Le 2 mai 1998 est prise la décision d'introduire l'Euro. Le 1^{er} janvier 1999, l'Euro est introduit comme monnaie scripturale, trois ans plus tard, le 1^{er} janvier 2002, pour la première fois comme monnaie numéraire. D'une manière significative, la Grande-Bretagne se refusa à accomplir ce pas. Dès le début elle resta en dehors de la zone Euro et n'introduit jamais l'Euro comme monnaie.

En 1931, l'effondrement d'une banque universelle — il s'agissait de l'établissement de crédit autrichien — aggrava la crise mondiale. Pour cette raison, les USA en 1933 introduisirent, avec l'aide du *Glass-Steagall Act* en Angleterre, un système bancaire isolé, qui exista jusqu'en 1999. Pendant soixante-six ans, de 1933 à 1966, les banques d'affaires et celles d'investissements restèrent séparées. Ce n'est qu'en 1999 qu'aux USA cette mesure fut également levée⁽⁸⁾. De ce fait, aux États-Unis et par la suite en Europe, des banques ordinaires aussi purent de nouveau dépenser et entrer sur les marchés avec des titres et des crédits dérivés, qui ensuite amena le système bancaire à collaborer, presque dans le monde entier. Warren Buffet caractérisa ces affaires dérivées en les démasquant comme des « armes de destruction massive ». Une caractérisation vraiment pertinente. À partir de ce moment, elles ont réalisés l'objectif pour lequel elles avaient été mises en œuvre. Des banques qui jusque là annonçaient chaque année des gains en milliards, tombèrent subitement dans une détresse existentielle. Rien que pour la *Citybank*, l'une des plus grosses au monde, les pertes se

montèrent brièvement à la hauteur de 60 milliards de \$. Les affaires dérivées de cette banque durent englober en 2008 un volume de 8 billions de \$, n conséquence la moitié de la dette américaine d'État. Un collapsus ne put dès lors être évité que par des aides d'État massives.

Lorsqu'en 1998, la directrice de la commission nationale de surveillance aux États-Unis d'Amérique, Laurence Summers, ex-ministre des finances de Bill Clinton et par la suite conseillère de la présidence de Barack Obama, voulut placer sous surveillance et intercepter le commerce extra-boursier avec des produits dérivés, à cause de « graves dangers qu'ils entraînent sur l'ensemble de l'économie »⁽⁹⁾. Harald Schuhmann attira l'attention en 2008 dans son article du *Tagesspiegel* berlinois : « *Serviteur de nombreux messieurs* », sur le fait que Laurence Summers et le ministre des finances d'alors, aux USA, Timothy Geithner faisaient partie des architectes de cette crise. Barack Obama n'empêcha pas, lors de sa prise de fonction que les « mêmes architectes » fussent chargés de la résolution de la crise financière. Timothy Geithner est aujourd'hui encore actif en tant que ministre des finances US. Ainsi beaucoup de choses restent dans ses mains.

Comment la crise fut-elle déclenchée ?

Il est connu que l'actuelle crise financière et économique débuta avec l'adjudication de crédits-*subprimes*, qui fit éclater la bulle immobilière aux USA et par l'effondrement de l'*investbank* Lehman-Brother en 2008. Les acteurs d'alors ne savaient-ils pas ce qu'ils faisaient ?

Celui qui voudrait obtenir auprès d'un établissement financier un crédit pour acheter ou construire sa maison, sait qu'aucune banque ne fournit inconsidérément des crédits, sans qu'ils n'existent des garanties correspondantes. D'une manière usuelle, la valeur des biens immobiliers, les circonstances du revenu, de même que certains apports en capital propre (20 à 30%) forment la base fondamentale pour l'adjudication de crédit. D'une manière normale, la limite d'avance sur gages d'un bien immobilier se trouve à 60%, de sorte que lors de la vente par licitation, la banque ne perd pas en général son capital mis en œuvre. Tout cela fait partie du b.a.-ba de l'attribution de crédit. Mais aux États-Unis, avant la crise, des personnes furent presque poussées à acquérir une maison sans capital propre. L'encadrement du crédit se trouvait parfois à 120%, puisqu'une partie des biens immobiliers devait en l'us être équipés de mobiliers !

Précisément la nation économique dirigeante dans le monde mit hors service des règles élémentaires de l'attribution de crédit dans des centaines et milliers d'établissements financiers de couverture. Par millions furent adjudiqués des prêts à une clientèle indigne de crédit (d'où le nom « crédits-*subprimes* »). Comment cela se laisse-t-il expliquer ?

Deux mesures y ont contribué de façon essentielle. La décision du gouvernement George Bush, de faire obtenir aux populations aux revenus pauvres l'achat d'une propriété et la politique de la baisse d'intérêt de la *Federal Reserve Bank*. En 1992, sous la présidence de Bush père fut pris le *Federal Housing Enterprises Financial Safety and Soundness Act*, qui qualifia les banques d'hypothèques proches de l'État Fannie Mae & Freddie Mac, à ouvrir l'accès à la propriété de manière renforcée par crédits hypothécaux aux faibles revenus. Les fondements existants créés par le législateur pour faciliter l'accès à la propriété par achat, consistaient en la suppression des limites supérieures d'intérêt et de rendre possible dans la forme individuelle de crédits d'hypothèque, les taux d'intérêt variables et hypothèques avec un amortissement négatif⁽¹⁰⁾.

Il était déjà étonnant, qu'un gouvernement américain sous le républicain George Bush (père) dans ces années qui précédèrent la bulle immobilière — en opposition directe avec la philosophie de vie américaine et la politique des Républicains — se découvrit tout à coup du cœur pour les groupes de population plus pauvres du pays. Dès lors ce fut le souhait du gouvernement que cette clientèle fût soutenue par des crédits-*subprimes*. Et tant que motivation on exposa qu'aussi « des groupes à plus

faibles revenus dussent être mis en situation, d'acquérir un logement ». La politique d'abaissement des taux d'intérêt de la *Federal Reserve Bank* commença à y mettre du sien à partir de l'an 2000. Dans les années qui suivirent aux USA, des maisons furent construites et achetées sur un grand style. La construction de maison familiale crût de 50% en comparaison de l'an 2001, et en 2005, elle se situait à 1,8 millions. Le nombre de maisons neuves par an s'élevait en 1990 à environ 3,7 millions. Les possesseurs de maison individuelle changèrent et s'élevèrent et en 2005, ils étaient déjà 8,3 millions⁽¹¹⁾.

La nouvelle direction de marche fut énergiquement soutenue et remuée par les banques américaines. Geraint Anderson, un ancien banquier d'investissement britannique, rapporta dans un film à la télévision « *le grand souffle. Un banquier d'investissement déballe* », que des collaborateurs dans les banques américaines obtenaient des commissions s'ils contractaient le plus grand nombre d'hypothèques possibles avec leurs clients — qui étaient dénommés en interne des *NINJAS* [*No Income, No Job, no Assets* – pas de revenu, pas de job et pas de capital] — une opération que Anderson caractérisa comme « criminelle », parce que les opérateurs boursiers, à la suite de ces crédits pourris avec d'horribles pertes, les transformaient en « produits financiers impénétrables » qui avaient reçu le sceau de valeur le plus élevé (un triple A) pour des produits boursiers proéminents⁽¹²⁾. Banques et fonds de placement enregistrèrent des milliards de pertes. Comme il peut s'agir ici d'un processus de duperie conscient mené à la plus grande échelle, les responsables eussent dû être traduits en justice.

Dans toute banque il y a comme c'est connu un risque dans la gestion. Aussi bien les commissions de surveillance bancaire internes comme externes ont pour mission d'identifier les risques et il faut veiller que les établissements financiers ne rentrent aucun modèle d'affaires qui n'ait pour conséquence la banqueroute de l'établissement ou bien d'autres banques. Comme une attribution des crédits-*subprimes* était expressément souhaitée et encouragée par le gouvernement américain et les banques, il ne reste que la conclusion que les services préposés au risque n'intervenaient pas consciemment et laissaient courir simplement ce « modèle d'affaires » en dépit des risques considérables et avec cela s'accommodaient à dessein des risques de suicide de pertes totales par les crédits-*subprimes*.

Le *Crash* ainsi programmé d'avance par ces mesures pertinentes fut ensuite inévitable. Lorsqu'en août 2007, les crédits de financement interbancaires s'élevèrent par bonds aux USA, la bulle immobilière creva.

Accrochons-nous. Sur plusieurs plans, avant l'éclatement de la crise financière, des conditions furent créées par les mesures prises, qui devaient ménager une évolution désastreuse. Des meures de sécurité existantes furent à l'extrême placées hors service. C'est ainsi qu'en 1999, sur la base d'une intervention de Lawrence Summers, la commission nationale de surveillance des banques (SEC [*Securities and Exchange Commission*, équivalente de notre *COB (commission des Opérations de Bourse)*, *ndt*]) ne put ni venir à bout de la surveillance des produits dérivés (les fameuses « armes financières de destructions massive ») — qui apportaient avec elles leur estimation de « mettre en danger l'ensemble de l'économie » — ni la SEC ne parvint de reconnaître à temps la situation biaisée des notations boursières des banques d'hypothèques Freddie Mac & Fanny Mae, ainsi que l'assureur AIG, qui détenaient en mains beaucoup de ces titres d'hypothèque pourris. Ils furent presque poussés à la banqueroute par les crédits-*subprimes*. Cela eût signifié à leur tour la ruine pour de nombreux fonds de pension aux USA, parce qu'ils avaient été investi leur argent dans ces entreprises. Lors de cette faillite de millions de rentiers eussent perdu leur protection de vieillesse, de sorte que rien que pour cette raison, l'État dut accourir au secours. Par la vente des produits financiers pourris les pertes gigantesques qui échurent aux USA et auxquelles ils ne voulurent pas faire face seuls, furent répandues dans le monde.

Au moment où le gouvernement américain en 2008, neuf ans après la levée du système de séparation des banques — qui avait été introduite suite à l'effondrement de l'institution de crédit autrichienne, la décision fut prise de laisser partir en banqueroute la banque d'investissement *Lehmann Brother Investmentbank*, l'ensemble de l'institution bancaire trembla mondialement sur ses bases. Le cours ultérieur de la crise financière et économique est connu. Les États individuels — et avec cela leurs contribuables — doivent en définitive se porter garants des pertes échues à partir des affaires spéculatives et immobilières. En rétrospective une issue des événements vraiment digne d'être remarquée avec le non-fonctionnement généralisé à la surface du pays des commissions internes de surveillance des banques aux USA.

Le non-fonctionnement de la commission de surveillance des banques en Allemagne et en Europe

En Allemagne et en Europe aussi, les autorités et comités de surveillance internes et ceux nationaux semblaient n'avoir pas remarquer ce qui se passait devant leur nez et quel désastre occasionne les mesures de dérégulation. Au contraire, on fit tout en Allemagne pour ouvrir les portes et les porches aux armes financières de destruction massive.

Le fondement de cette évolution désastreuse a frappé en Allemagne le gouvernement rouge-vert sous la direction du chancelier Gerhard Schröder dans les années 1998-2005 à divers niveaux. En 2003, la coalition gouvernementale prend deux initiatives législatives, dont l'objectif était d'encourager le marché allemand des titres. Avec ces mesures le gouvernement écarte les obstacles essentiels pour la mise en titre des crédits et risques bancaires. Cela signifiait que dorénavant ne pouvaient plus être converties des créances négociables en titres négociables. Avec le recul, cela donne l'impression carrément grotesque qu'en 2006 le ministre fédéral des finances Hans Eichel (SPD) avec l'aide du « plan d'encouragement du marché financier » voulut améliorer la protection de ceux qui placent des capitaux et — d'une manière ironique — renforcer le marché du capital allemand. Nous savons aujourd'hui que les mesures ont provoqué exactement le contraire. Une organisation de groupe de pression mise en place par le groupe bancaire KfW « *True Sale Initiative* » se mobilisa avec succès pour la dérégulation du marché des dérivés. Les *hedgefonds* furent autorisés en Allemagne de même que des ventes à découvert illimitées. En même temps on veilla — honni soit qui mal y pense —, que les pertes échues ne fussent apparaître dans les bilans. Cela se produit avec la « loi d'encouragement à la petite entreprise », qui fut votée le 31.07.2003. Les banques furent ainsi en mesure d'élargir leur privilège de patente aux sociétés à but commercial, ce qui rendit possible l'établissement de cette forme de société en Allemagne. Cela amenait avec soi l'avantage aux banques de faire sortir leurs crédits qui ont subi de grosses pertes, et leurs risques des crédits d'affaires financières, hors de leurs bilans. Les sociétés écran (inscrites au Tribunal de commerce, mais non-existantes, *ndt*) ne sont plus l'objet de surveillance financière et lui échappaient même⁽¹³⁾. Gerhard Schröder veilla pareillement à ce que les banques des *Länder* pussent participer à des affaires financières de l'*Investmentbanking*, qui à l'époque semblaient profitables, par l'achat des titres financiers pourris, ce qui auparavant leur était légalement interdit. Et ce n'est que lorsque plusieurs banques des *Länder* enregistrèrent des milliards de perte et se trouvèrent devant la banqueroute, le désastre ne se laissa plus dissimuler. Le *Finanzdienstleistungsaufsicht* [comité de surveillance des prestations du service bancaire, *ndt*] (BaFin), qui ne fut créé qu'en 2002 pour centraliser la surveillance des banques en Allemagne, y joua un rôle sans gloire. L'analyste boursier américain, le Dr. Martin Weiß, indiqua sur la surveillance par la BaFin que le directeur actuel de la BCE et le protagoniste de la dérégulation néolibérale des marchés financiers en Allemagne — Jörg Asmussen (ex-conseiller financier sous Gerhard Schröder, Angela Merkel et le ministre des finances Wolfgang Schäuble et secrétaire d'État sous le ministre des finances Peer Steinbrück), — était à cette époque le donneur d'ordre. Il a donné la directive, de laisser passer sans vérification les produits financiers pourris de provenance américaine notés par le triple A. La conséquence en fut les milliards de pertes des banques des *Länder*. Que ces indications doivent concorder, ce sont les processus eux-mêmes qui le démontrent,

car comment se laisseraient expliquer autrement les milliards de pertes des banques d'affaires et des *Länder*, si réellement une vérification des produits financiers pourris avait eu lieu ?

De même la mauvaise situation du HRE [*Hypo Real Estate*, établissement financier allemand de prêts immobiliers, *ndt*] fut ignorée longtemps de la BaFin. Le Dr. Axel Troost, membre de la commission fédérale d'enquêtes du Parlement allemand sur le *Hypo-Real-Estate*, exposa que le ministre des finances dans le cas du HRE, qui était et est fortement touché par la crise financière, se comporta d'une manière avouée comme passive. Le ministère a regardé, littéralement selon Troost, le bateau faire naufrage, en observant purement et simplement les processus autour du HRE, mais sans intervenir jusqu'à ce que la HRE, en 2009, fût finalement nationalisé et dût être sauvé par des aides à hauteur de milliards d'aides aux frais des contribuables⁽¹⁴⁾.

Tout cela peut fournir un éclairage caractéristique sur les événements de cette année.

Comment le « know-how » [savoir-faire, *ndt*] américain contribue à la crise

Toutes les lois principales de dérégulation des marchés financiers en Allemagne furent mises en route avec l'aide de bureau juridique américain. Ainsi l'avocat de bureau d'études *Freshfields Bruckhaus Deringer* rédigea en 2006 le « plan d'encouragement au marché financier » [*Finanzmarktförderplan*] et, après que, sur la base de la crise financière et de celle de l'économie, tout alla fondamentalement de travers, en 2008 il rédigea la « loi de stabilisation du marché financier » [*Finanzmarktstabilisierungsgesetz*], et en plus la loi complémentaire à la stabilisation du marché financier [*Finanzmarktstabilisierungsergänzungsgesetz*]. Pour le conseil et le projet, Peer Steinbrück (SPD) ministre des finances en 2008, paya 12,5 millions d'Euro au bureau d'avocats. Avec le projet de la loi de nationalisation du HRE, le ministère des finances s'adressa de nouveau — sans appel d'offre — à l'étude de *Freshfields* au lieu d'en charger ses propres collaborateurs du ministère. De la qualité du conseil, chacun peut en juger lui-même à l'appui de l'évolution de actuelle. Toujours plus cher. Qu'il soit juste noté en marge que *Peer Steinbrück*, par la suite donna une conférence dans ce bureau d'études pour un rétribution princière.

Freshfields représente aussi au plan juridique l'établissement de crédit pour la reconstruction, soutenu par le ministère des finances, concernant ce qu'il est convenu d'appeler « les aides à la Grèce ». Des avocats de ce bureau d'études américain conseillèrent activement le ministère fédéral des finances, lorsque les conditions furent négociées pour la remise des dettes de la Grèce.

L'ineffable *traité ESM* doit pareillement avoir été élaboré par le bureau d'avocats de *Freshfields*, un traité qui a été conçu d'une manière non-démocratique, voire dans un esprit totalitaire. Chacun peut lire les articles correspondants. Il y apprend que les 17 États de la zone Euro peuvent être contraints de mettre à disposition, en sept jours, des milliards d'Euro. Celui qui n'y parvient pas perd son droit de vote à l'UE. Le conseil de gouvernance lui-même jouie de l'immunité juridique et du droit de prérogative ! Il a le statut d'un croyant disposant de tous les privilèges. La propriété, les moyens financiers, et les valeur en capital de l'ESM, sont exempts de toute mainmise par perquisition, saisie, mandat d'aménée et de toute forme d'exécution coercitive. Les archives et espaces de l'ESM sont inviolables. Les membres et ex-membres du conseil de gouvernance ne doivent publier aucune information qui soit soumise au secret. Les appointements du gouverneur sont secrets et exemptés d'impôts, etc.

Les avocats du bureau d'études américain participent donc en Allemagne et en Europe en étant compétents aux lieux décisifs pour la mise en forme des traités et des lois. Les cercles anglo-américains ne pouvaient absolument pas désirer davantage que de projeter de régler eux-mêmes les orientations pour les questions financières en Europe. La haute finance américaine est pareillement active ailleurs.

La banque US *Goldman Sachs* aida la Grèce, en 2002, à s'arranger des critères de Maastricht au moyen de manipulations financières, afin que le pays pût être accepté dans la zone Euro. La banque offrit à la Grèce un financement de 2,8 milliards d'Euro, qui se révélèrent être des milliards qui pour les Grecs menèrent au tombeau. Une « affaire » qui en définitive aggrava fortement une fois de plus le poids des dettes grecques. Uniquement par l'offre de la *Goldman Sachs* le gouvernement grec fut en situation de satisfaire apparemment aux critères de Maastricht de l'UE. La Grèce se devait de maintenir ce *deal secret*.

D'anciens collaborateurs haut placés de cette banque d'investissement occupent des postes-clefs dans la politique mondiale. Actuellement en Europe sont placés entre autres le chef de la BCE, Draghi et le président du conseil italien en exercice, Monti, qui mit en échec la Merkel au sommet européen du 29.06.2012. Les collaborateurs de *Goldman Sachs* occupaient et occupent toujours de hautes positions au gouvernement des USA : Hank Paulson, par exemple ancien chef de la *Goldman Sachs* fut ministre des finances sous Bush. Son prédécesseur, Robert Rubin, provenait également de la même banque. Robert Zoellick, le président de la banque mondiale tenait auparavant le poste de directeur intérieur de la *Goldman Sachs*.

Comme on voit, partout les Américains tiennent les fils et déterminent décidément la manière dont le jeu doit se dérouler.

Répercussions de la crise

Actuellement des peuples entiers en Europe sont menacés par la banqueroute et l'appauvrissement. Ils ressemblent à des patients maintenus en soins intensifs à l'hôpital. Même l'Allemagne qui « s'en est si bien tirée de la crise », peut être atteinte directement un de ces jours, car sa capacité de production est survoltée. La limitation de la garantie allemande à 190 milliards d'Euro ne dépend uniquement, selon le traité de l'ESM, que du cours d'émission. Si celui-ci est relevé, ce qui est possible selon le traité, se hausse en correspondance la somme garantie en responsabilité qui peut ainsi facilement doubler ou tripler la garantie de départ. Le Tribunal constitutionnel fédéral a purement et simplement décrété que les députés du Parlement fédéral doivent voter un relèvement. Dans le passé, ce fut toujours le cas, les contraintes politiques et économiques ne doivent qu'être agrandies en correspondance. Rien que les exigences *Target-2* de la banque fédérale vis-à-vis des États de l'Euro se montaient au 30.09.2012 à plus de 695 milliards d'Euro. Si les pays de l'Euro devaient être insolvables, cet argent est aussi perdu.

La voie insidieuse vers la dictature de l'UE : des ruptures des traités et des comportements non-démocratiques

Aussi bien la mise en place de l'Euro que de « l'Union monétaire » sont été jusqu'à présent introduites par des duperies, mensonges et violations de paroles et de traité. Cela montre quel esprit de la tromperie et du mensonge est actuellement à l'œuvre. Souveraineté et démocratie restent sur le carreau. Que l'on examine dans ce contexte ne serait-ce que le traité ESM, dont les gouverneurs ne peuvent être tirés devant aucun tribunal de justice de ce monde, parce qu'ils jouissent d'une immunité et se dérober à tout contrôle, peu importe qu'ils dilapident des milliards ou pas (Art. 32, Par. 9, Art. 35)⁽¹⁵⁾. Quatre-vingts pour cent de toutes les lois de l'UE sont édictés par le Conseil européen ou bien par les commissaires européens. Aux membres du Conseil et aux commissaires européens — les moqueurs parlent déjà de l'EU-dSSR [European Union - des Républiques Socialistes et Soviétiques, en français, *ndt*] — fait défaut toute légitimation démocratique, puisqu'ils ne sont pas démocratiquement élus. Comme par dérision, la Grèce, précisément le berceau de la culture occidentale de la démocratie athénienne, doit inaugurer et déclencher « le déclin de l'Occident ».

Les circonstances tournent déjà en dérision depuis longtemps toute représentation de valeur, qui servent ce nom. Depuis des décennies domine dans de nombreux États une situation caractérisée comme faussée, qui mène à des réprobations sociales de plus en plus fortes. Quelques-uns deviennent de plus en plus riches par des revenus sans production — et avec cela sans rien faire. Aux dettes exorbitantes d'un côté, doit se trouver forcément en face une somme d'argent correspondante. Les banques allemandes doivent, selon une déclaration du chef de l'institut IFO, Hans Werner Sinn, être grevées de 8 billions d'Euro de dettes ; les dettes d'État de l'Allemagne se montent officiellement « qu'à » 2 billions d'Euro. Les banques des États *GIIPS*⁽¹⁶⁾ se trouvent avoir une ardoise de 12 billions d'Euro⁽¹⁷⁾. Ce sont là des sommes, qui échappent à la capacité de représentation et qui ne peuvent jamais être effacées d'une façon normale. Si les États et les banques sont sur-endettés, qui tient dans ces mains ces demandes incroyables d'argent ? Qui sont les créanciers auxquels Polzer-Hoditz fait allusion déjà en 1935 (voir plus haut), qui ont des États entiers en leur pouvoir. Ceux-ci sont à tout moment, en situation de pouvoir engager des sommes gigantesques, qui plusieurs fois plus élevées que les ressources du parapluie de sauvegarde EFSF et ESM, et de pousser les États à la faillite.

Pour ces fortunés financiers, naissent de manière croissante « situations de fortunes toujours plus célestes », parce que les créanciers ont déposé le capital accumulé (des billions d'Euro et de Dollars) entre leurs mains avec un intérêt. Avec des taux d'intérêts croissants, des renchérissements de la crise sont encore à échoir. De cette façon ceux qui « laissent travailler leur argent » — qui a jamais vu de l'argent prétendument travailler ? —, sont toujours plus riches en ne faisant rien, alors que la population qui travaille, qui doit faire face au paiement des intérêts toujours plus lourds est de plus en plus pressurisée et appauvrie. Avec seulement 5% d'intérêt, le capital sans intérêt double sur 20 ans ! — avec intérêt en 15 ans. Des billions se multiplient de cette façon en un délai très court et les problèmes ne font que s'aggraver. Il n'est donc pas étonnant que le capital depuis l'existence de la République fédérale, a crû cinq fois aussi vite que le PIB, avec la conséquence, que la population qui travaille ne peut absolument pas gagner l'augmentation permanente du capital lui-même, même en faisant les efforts les plus durs. De cette façon a lieu une redistribution permanente des valeurs en capital à la charge de la population qui travaille qui de cette manière certes assure une production toujours plus grosse, mais doit toujours plus s'appauvrir sans cesse à cette occasion. Toutes les charges d'intérêt finissent par entrer dans la formation du prix, de sorte qu'à la fin elles arrivent au consommateur qui doit les supporter. L'ordre de grandeur de la répartition de l'intérêt se situe, selon des indications de Helmut Creutz, en l'an 2000 déjà à 42%⁽¹⁸⁾.

Délabrement du droit

À côté des situations économiques et sociales, celles du droit vont aussi à leur perte !

Le Pr. Kirchhoff, un ancien juge constitutionnel a prit la parole le 12.07.2012 dans le débat sur les plaintes constitutionnelles en instance et il a indiqué dans le FAZ [*Frankfurter Allgemeine Zeitung*] que dans le contexte du traité de Maastricht (1992), le droit a d'abord été grossièrement violé de multiple manière par les parties contractantes, et donc par les États eux-mêmes engagés (pas de clause de sortie, pas de dépassement de la dette globale de plus de 60% du BIP, maximum autorisé des dettes nouvelles à 3% du PIB). L'origine de la crise actuelle provient donc aussi des actions contraires à la justice des États qui ne respectent pas leurs propres traités ! Qui peut encore avoir une pleine confiance dans la politique eu égard aux violations passées du droit ? Le « retour au droit » est donc logiquement, pour Kirchhoff, « l'injonction de l'heure », car sans droit il ne peut y avoir de paix. Sans un droit digne de ce nom, en tant que condition préalable à l'exercice de souveraineté, il ne peut exister d'État constitutionnel moderne et d'abord plus que tout aucune construction d'une Union européenne digne de ce nom.

Depuis longtemps, il ne s'agit plus seulement des fondements économiques d'avenir, mais aussi de liberté et de démocratie. « Le peuple seul est le souverain et celui-ci est libre aussi longtemps qu'il a sa souveraineté et peut aussi l'exercer. » (Pr. K.A. Schachtschneider) L'Europe d'aujourd'hui, selon Frank Scheffler, le 29 septembre 2011 au Parlement allemand, est sur la base de la politique européenne en cours sur la voie de l'asservissement, dans une économie monétaire planifiée et un centralisme politique. Avec cela, il est plus éloigné que jamais de ce qui serait inconditionnellement nécessaire à l'évolution d'une humanité conforme au droit. Selon Rudolf Steiner, une culture conforme à l'époque renferme une réelle vie libre de l'esprit, une vie juridique indépendante de même qu'une fraternité se basant sur la vie économique, qui peuvent toutes trois d'abord fonder une culture authentique du Je.

Ne devrions-nous pas, eu égard à la crise actuelle, nous opposer d'une manière beaucoup plus décisive aux chefs de gouvernement, ministres, députés, lorsque ceux-ci dans leur fonctions se comportent ainsi ? Est-ce qu'environ 500 représentants du Parlement Allemand (qui préconisent le pacte fiscal et l'ESM), dont 300 seulement ont été élus directement par le peuple, vouloir sérieusement prendre position et décider conformément au droit, sur ce que les 2/3 des citoyens de la République fédérale refuse d'une manière déclarée, tandis que pour ce genre de « paquet de sauvegarde » à longue portée, ils décident et prennent des résolutions pour une Union européenne, dont les conséquences funestes et les charges se dessinent déjà nettement dans leurs conséquences épouvantables ? Les politiciens ont été élus par les générations actuelles. Ils ne sont pas autorisés à décider des conditions de vie des générations à venir. Si les cautions venaient à échéance, les « paquets de sauvegarde » se dévoileraient comme des « paquets d'appauvrissement ». Alors l'argent ne manquerait pas seulement en Allemagne à l'avenir partout dans la fédération et dans les *Länder*, pour financer les écoles, les routes, les services publics, pensions, etc. L'Amérique apporterait ensuite la mort de la culture sur l'Europe centrale, sur laquelle Rudolf Steiner a mis en garde⁽¹⁹⁾. Personne ne peut souhaiter un tel avenir. Les vicissitudes de la Grèce et de l'Espagne en fournissent déjà un avant-goût.

Celles-ci ne se laisseraient effectivement empêchées que si le principe de l'État de droit eût été suffisamment respecté et le vote du « souverain », conformément à l'article 20, paragraphe 2, le peuple de la République d'Allemagne — eût été mis en valeur. On ne peut pas y compter. Cela n'est pas dans les intérêts de la plupart des politiciens dominants, qui principalement dans une rare unanimité au sein du Parlement fédéral travaillent ensemble et, dans l'intervalle et dans le style d'un système de parti, prennent en bloc leurs décisions à la majorité des 2/3. Les décisions du Parlement pour l'EFSF et l'ESM montrent une fois de plus la situation absurde du fait que le souverain est en vérité impuissant face à ces propres déclarations de volonté ; une situation que l'on ne peut qualifier que schizophrène ou malade pour la caractériser, selon le cas. Constitutionnalité ! Qu'est-ce pour un souverain qui suit les lois, s'il ne fût pas autorisé à voter (le GG [*GesetzGeber* ou législateur, donneur d'ordre, aussi *ndt*]) et se soumit à une constitution qu'il ne fût pas lui-même en mesure de légitimer⁽²⁰⁾ qui le condamnerait à l'impuissance ?

Hypocrisie et mensonge

Par dessus le marché, il est frappant d'observer la manière dont les cercles anglo-américains jusqu'à aujourd'hui tiennent s'en fermement à la manière de procéder que Rudolf Steiner, dès 1917, a rendue publique. Sous le couvert d'apporter aux peuples la *liberté* et la *démocratie* (ou bien de vouloir protéger et défendre ceux-ci vis-à-vis du monde), — voir le Vietnam, la guerre d'Irak, l'Afghanistan, l'Iran etc. — sont suivis, en vérité sans scrupules, les intérêts américains globaux d'une puissance mondiale, qui coûte la vie à des centaines de milliers de gens. Un moyen et un modèle sans cesse exercés consiste à démoniser ceux qui sont à aggraver avant l'intervention militaire ; on tire des comparaisons avec Hitler, on engendre l'angoisse, on déclare les dictateurs de « l'axe du mal » de dangereux terroristes menaçants le monde avec des armes de destruction

massive. Pour la paix dans le monde et pour maintenir la liberté et la démocratie, celui qui se nomme lui-même le « bien » tire la conclusion de combattre le mal en étant plein de sacrifice. Dans son mémorandum, Rudolf Steiner a caractérisé pertinemment une telle manière de faire comme « monstrueusement aveugle » qui arrive sous le « vêtement d'une morale impossible ». Les GI américains, qui ne percent pas cela à jour, s'étonnent ensuite lorsque les « libérés » les ressentent comme des occupants et ne les accueillent pas avec des fleurs à leur entrée.

Sans inhibition, ceux qui se déclarent « bons » saisissent le moyen du mensonge, lorsque d'un autre côté les objectifs ne peuvent pas être atteints. En 1964, le gouvernement américain affirma que les Nord-Vietnamiens avaient tiré sur un destroyer américain dans le Golfe du Tonkin dans les eaux internationales⁽²¹⁾, ce qui se révéla comme un mensonge par la suite. L'incident, mis en scène par les Américains, mena à la résolution du Tonkin et à la Guerre du Vietnam.

Le 02.02.2003, le ministre des affaires étrangères US d'alors, Colin Powell, présentait devant le Conseil de Sécurité de l'ONU des preuves soi-disant avérées que Saddam Hussein, qui auparavant fut un bon allié des Américains, possédait des armes de destruction massive. Gunter Pleuger, de 2002 à 2006, ambassadeur allemand auprès de l'ONU, fit savoir plus tard que Colin Powell savait déjà au moment où il présentait son rapport, par des enquêtes de contrôle effectuées par la CIA, que ce qu'il présentait était faux et ne correspondait pas à la vérité⁽²²⁾. Il a malgré tout répandu ces fausses informations. La plupart des membres du Conseil de Sécurité de l'ONU ne crurent pas non plus la présentation de Powell, mais aucun membre n'osa s'opposer publiquement à cet exposé mensonger. Les armes de destruction massive inexistantes ne purent être découvertes en conséquence, ni par les inspecteurs de l'armement qui s'activèrent en Irak encore bien avant l'intervention américaine, ni par les Américains eux-mêmes lors de leur invasion en Irak, parce qu'elles n'existaient pas. De même pour gagner à sa cause le Congrès américain en vue d'une intervention militaire dans la guerre du Golfe, une demoiselle koweïtienne fut poussée devant les caméras de télévision. En larmes, elle raconta, devant l'audition des membres du Congrès, avoir vu comment les soldats irakiens lors de leur invasion, extrayaient les bébés des couveuses et les jetaient au sol. Il se révéla par la suite que la demoiselle était la fille de l'ambassadeur US du Koweït. Toute l'affaire n'avait été mise en scène du côté américain que dans l'objectif que de gagner auprès des membres du Congrès leur accord pour une intervention militaire en Irak, ce qui fut aussi gagné. Rien que par des années de sanctions de l'ONU, qui furent prononcées sur l'Irak, le fait que plus d'un demi-million de nouveaux-nés sont morts, cela fut et est encore repoussé et n'a mené à aucune sorte de conséquence. Ces cercles ne connaissent pas de scrupules moraux.

Même en Afghanistan, il s'agit en vérité d'autres objectifs que ceux affichés. Comment est-ce croyable que les USA et selon le cas aussi l'OTAN depuis des années avec 150 000 soldats en Afghanistan mènent des combats contre une paire de centaines de combattant d'Al-Quaïda, parce qu'ils ont été rendus responsables des attentats du 11.09.2001 ? Les combattants Al-Quaïda devraient s'être réfugiés aussitôt dans d'autres pays, eu égard à l'arrivée de cette armada militaire lors de l'intervention américaine et de ses alliés.

Sous ces interventions se dissimulent en vérité des intérêts de la puissance mondiale américaine, qui se dirige contre la Chine et la Russie et qui doivent être vues dans la guerre de partage en cours des matières premières (pétrole et autres) qui a déjà commencé.

Contre la menace de perte de leur position de grande puissance mondiale, contre la puissance chinoise qui monte, et contre l'État d'Union de l'UE, on procède avec pertinence du côté américain avec la crise financière et la crise économique. Avec leur dollar déprécié, qu'ils peuvent imprimer à volonté, il achète dans le monde des biens réels et mettent tout en œuvre pour édifier des positions de monopoles dans les matières premières. Ainsi ne se mettent-ils pas seulement en possession des meilleurs biens de ce monde, mais ils essaient en même temps de maintenir leur position de puissance dirigeante et d'échapper à une perte de puissance menaçante.

Depuis des décennies un combat a lieu autour de la configuration à venir de l'Europe. Deux pouvoirs agissent avant tout contre ce qui doit devenir dans le bon sens l'impulsion culturelle de l'Europe centrale. Tous deux ne peuvent être voulus par les êtres humains en Europe. Derrière les tendances de hiérarchisation et du centralisme — dans une manière non-démocratique de vouloir diriger le continent « d'en haut », depuis Bruxelles et de la transformer en un gouvernement doucement despotique, en une dictature de la bureaucratie » — se dissimule une impulsion catholique romaine. La hiérarchie de Bruxelles, avec sa structure centraliste, le langage symbolique du drapeau européen (le bleu marial avec le cercle des douze étoiles) peuvent fournir une première indication de l'action de ce pouvoir. Cette impulsion, qui est diamétralement opposée à la *Dreigliederung* de l'organisme social de Rudolf Steiner, est en relation avec Rome et les Jésuites, au sujet de l'action desquels Rudolf Steiner s'est exprimé en détails. Une autre indication, que ces pouvoirs sont à l'œuvre peut être envisagée avec le lieu symbolique où fut signé le Traité de Rome, le 25 mars 1957, qui inaugura l'œuvre d'intégration européenne, quand bien même cela ne représente pas une preuve au sens propre.

D'un autre côté, agissent les fraternités anglo-américaines. Il est caractéristique que la Grande-Bretagne, dès le début, joua un rôle d'empêcheur de tourner en rond au sein de l'UE., parce que ces cercles veulent eux-mêmes déterminer selon leur acception le sort de l'Europe. Ceci expliquerait mieux aussi le rôle de frein des Britanniques au sein de l'UE. Tous les deux courants s'affrontent entre eux pour la direction pour le moment — et cela peut-être encore au premier plan seulement — mais tous deux mènent l'Europe au déclin. Toute tentative de réalisation sur le continent européen, un État européen sur le modèle américain, « reviendrait au renoncement de l'Europe à sa détermination authentique.⁽²³⁾ » L'Europe centrale devrait tout faire pour opposer un refus à ces aspirations — et à la « non-culture » qui lui est associée — d'une culture humaine du Je christifiée. Avec l'Anthroposophie Rudolf Steiner en a donné les bases.

Les épreuves qui doivent vraisemblablement traverser l'Europe dans une proche avenir, on ne pourra plus les empêcher et pas non plus parce qu'il est convenu d'appeler « le parapluie de secours ». Il suffit de penser, dans ce contexte qu'à ce que peuvent exiger de l'Europe les créanciers en milliards de Dollars ou d'Euros. La seule et unique vertu devant laquelle ces cercles doivent en fin de compte capituler, parce qu'ils n'ont pas la capacité de la surmonter, c'est la vertu du Je, qui repose dans l'impulsion du Christ et l'anthroposophie donnée à l'humanité par Rudolf Steiner qui tient prêts les moyens et les voies de pouvoir percer à jour l'agitation de ces cercles et des puissances qui se trouvent derrière eux, de sorte que l'être humain est mis en situation de pouvoir s'opposer à cette attaque. Les deux pouvoirs décrits plus haut peuvent bien détruire l'Europe du centre autant qu'ils le peuvent, et vouloir la diriger dans leur sens, à la fin un Je renforcé comme tel par la vertu du Christ, révélera la vertu la plus forte et pourra anéantir toutes les attaques de ces pouvoirs.

Dirk Genth

(Traduction Daniel Kmiecik)

Notes :

- (1) Tiré de la préface : « *La répulsion juridique de la politique de sauvetage de l'Euro — un trait étatique de la classe politique* » par K.A. Schachtsschneider.
- (2) Tiré des informations de la NTV du 11.09.2021.
- (3) Rudolf Steiner : *Essais sur la Dreigliederung de l'organisme social*, Dornach 1961 ; second mémorandum, pp.352-371.
- (4) **GA 194**, 15.12.1919, pp.235-236.
- (5) Voir à ce sujet : **GA 104**, 26.06.1908 ; **GA 184**, 11 & 12.10.1918; Serge Prokofiev: *La rencontre du mal et son dépassement dans la science de l'esprit*, Dornach 1999.
- (6) Polzer-Hoditz, *Souvenirs de Rudolf Steiner*, pp. 126 et suiv.
- (7) Sahra Wagenknecht dans les débats au Parlement fédéral du 29.06.2012 sur l'ESM et le pacte fiscal.
- (8) WAZ (site d'informations, *ndt*) du 17.11.2011, tiré de : und-investmentbanker-66-jahre-lang-bis-1999-getrennt-id5172136.html

- (9) Harald Schuhmann : *Serviteur de beaucoup de messieurs*, **Das Tagesspiegel** [*le miroir du jour*] du 24.11.2008.
- (10) Voir Bloss, Michael / Eil, Nadine / Ernst, Dietmar / Joachim : *De la crise des subprimes à la crise financière. La bulle immobilière : causes, répercussions, recommandations d'action*, Munich 2009, p.33.
- (11) D'alexandre Ulm : »Causes et déroulement de la crise des *subprimes* » Document d'étude de l'Université pour la technique, la science et la culture de Leipzig.
- (12) Le récit : « *Un banquier d'investissement déballe* » : (30 minutes) <http://www.video.com> « *Un banquier d'investissement déballe* » : www.gold3de.com/der-grosse-rausch-ein-investment-banker-packt-aus/
- (13) Attac : Le Tribunal des banques... parce que la crise a un système : http://www.nachdenkseiten.de/pdf/100329_Bankentribunal_Anklageschrift.pdf
- (14) Document à télécharger : exemple de parade pour les fautes dans le système financier – Tentative d'une considération d'ensemble. Tiré de <http://www.axel-troost.de/article/3877.hypo-real-estate-paradebeispiel-fuer-die-fehler-im-finanz-system.html>
- (15) Tiré du traité EMS : Magabank + Super-province, analyse des cours de la fédération des contribuables (Bavière) du 07.03.2012.
- (16) *PIGS* en anglais, *ndt* : pour Portugal, Italie, Irlande, Grèce et Espagne (*Spain*) [qui sont étiquetés comme « pigs » (analogie avec « cochons ») à cause de leur mauvaise gestion gouvernementale..., *ndt*].
- (17) http://www.youtube.com/watch?v=UIONOk_IsbU&feature=player_embedded -à partir de la 17^{ème} minute.
- (18) Helmut Creutz : les 29 erreurs autour de l'argent, Vienne 2004, pp.79 et suiv.
- (19) Rudolf Steiner : **GA 194** conférence du 15.12.1919.
- (20) Hans Herbert Amin, *le système*, à l'endroit cité précédemment, p.19.
- (21) En 1971 le collaborateur du Pentagone, Daniel Ellsberg publie un document devenu « papier du pentagone » devenu un rapport connu qu'entre temps le gouvernement précédent a révélé comme consciemment faux. Le 30 novembre 2005, le service secret américain Le NSA, publia librement le document et confirma ainsi indirectement, mais officiellement, que la guerre du Vietnam commença suite à une fausse information du Président Johnson. Source Wikipedia.
- (22) <http://www.youtube.com/watch?v=V9zCgM7K-Bg>; voir aussi la *Suddeutsche.de* du 19.03.2008.
- (23) Serge O. Prokofiev : *La mission spirituelle du centre et de l'Est de l'Europe*, p.15.